

Bulletin du FMI

MONITEUR DES FINANCES PUBLIQUES

Sur fond de meilleures perspectives budgétaires, le FMI invite à la prudence

Bulletin en ligne
17 avril 2012



Projet de reconstruction à Kitakami au Japon, pays dont le déficit budgétaire ne baissera, selon les projections, que de 0,1 % du PIB en 2012 (photo : Everett Brown/EPA)

- De nombreux pays restent vulnérables à un ralentissement de la demande
- Regain de confiance lorsque les pays mettent en place des règles budgétaires
- Un ajustement budgétaire important s'impose toujours à moyen terme

La rigueur budgétaire est maintenant à l'ordre du jour dans de nombreux pays, mais une réduction trop forte et trop rapide des déficits peut aussi poser des risques. Dans le dernier numéro du [Moniteur des finances publiques](#), le FMI soutient que, pour parvenir à une croissance durable, il faut impérativement poursuivre les efforts en vue de renforcer les bases des finances publiques à moyen terme.

Il se peut toutefois que, dans les pays disposant d'une certaine marge de manœuvre budgétaire, il soit nécessaire d'ajuster le rythme des compressions prévues afin de ne pas soumettre la croissance et l'emploi à des tensions excessives.

Dans les pays avancés, les déficits globaux diminueront en moyenne, selon les projections, de près d'un point de pourcentage du PIB en 2012 et d'un peu plus en 2013. Aux États-Unis, le déficit global devrait reculer de 1,5 % du PIB en 2012, une réduction supplémentaire de 1,8 % étant annoncée pour 2013. Le déficit du Japon ne baissera que de 0,1 % du PIB en 2012, car ce pays continue de financer les travaux de reconstruction consécutifs au tremblement de terre et au tsunami.

Selon Carlo Cottarelli, Directeur du Département des finances publiques du FMI, «il est essentiel que l'ajustement ne soit ni trop lent ni trop rapide, mais qu'il se fasse au bon rythme dans le cadre d'un plan à moyen terme».

Une approche prudente

Pour le FMI, les pays avancés doivent continuer d'ajuster leur déficit dans l'espoir de retrouver un jour la liberté d'action nécessaire pour réagir à de futurs ralentissements

de la conjoncture. Cependant, les pays qui jouissent d'une position budgétaire solide et d'une forte crédibilité sur les marchés pourraient envisager de ralentir le rythme de l'ajustement cette année afin de réduire les risques de récession, sans toutefois renier leurs engagements en matière d'ajustement à moyen terme. Le FMI conseille aux pays disposant d'un financement suffisant de laisser plutôt leur déficit augmenter si la croissance est plus lente que prévu au cours de l'année à venir.

Dans les pays émergents en revanche, le FMI estime que l'ajustement budgétaire sera beaucoup plus lent cette année. Pour nombre de ces pays, ce ralentissement est opportun étant donné le léger fléchissement de la croissance et leur position budgétaire relativement favorable par rapport aux pays avancés.

Dans le cas des pays à faible revenu, la situation budgétaire s'est améliorée moins vite en 2011, à cause en partie de l'augmentation des subventions due à la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers plus tôt dans l'année. Selon les projections établies pour 2012, le déficit se creusera dans la plupart des

pays, même si la croissance doit rester assez soutenue.

Qu'est-ce que « l'espace budgétaire » ?

L'espace budgétaire s'entend de la marge de manœuvre budgétaire dont disposent les pays (par exemple, réduire les impôts ou augmenter les dépenses lorsqu'une conjoncture défavorable le justifie).

L'espace budgétaire est étroitement lié à la notion de viabilité budgétaire qui, elle-même, dépend du niveau de la dette publique et de son coût, de l'ampleur du déficit budgétaire et du taux de croissance. L'espace budgétaire est d'autant plus limité que la dette, les taux d'intérêt et le déficit sont élevés et que le taux de croissance est faible.

Le [Moniteur des finances publiques](#) du FMI est publié deux fois par an pour faire le point de l'évolution des dépenses, de la dette et des déficits publics dans le monde.

Comment trouver le juste milieu

D'après le FMI, le défi que doivent relever nombre de pays avancés est de poursuivre assidument l'assainissement des finances publiques sans que cela freine de façon excessive l'activité.

Dans le contexte récessionniste actuel, la réduction du déficit a de graves répercussions sur l'activité. Tant qu'ils disposent d'un espace budgétaire, les gouvernements devraient tenter de parvenir à un ajustement progressif, mais

régulier, et non trop rapide ni trop lourd.

Le juste milieu est déterminé par les [perspectives économiques](#) globales. En cas de ralentissement économique, la rigueur budgétaire peut avoir des conséquences particulièrement graves et produire des effets indésirables, comme une hausse des taux d'intérêt et une détérioration des ratios dette/PIB.

Perspectives d'avenir

La plupart des pays avancés et plusieurs pays émergents devront procéder à un ajustement sensible au cours des prochaines décennies pour réduire le très lourd fardeau de la dette accumulé pendant la crise. Dans les pays avancés, la dette publique continue en général, malgré de récents efforts d'ajustement, de dépasser le PIB (niveau qui n'avait pas été observé depuis la deuxième guerre mondiale) et il faudra mobiliser d'importants excédents budgétaires primaires, puis les maintenir pendant de nombreuses années, pour la ramener à un niveau plus viable.

Le rééquilibrage des finances publiques se heurtera à d'autres difficultés.

- Le coût du service de la dette augmentera sans doute à mesure que les marchés financiers se redresseront et que les banques centrales retireront leur accompagnement.
- Il sera aussi nécessaire de contenir la hausse des pensions et des dépenses de santé à mesure que le nombre de retraités augmentera dans de nombreux pays sous l'effet des pressions démographiques et que les coûts des soins de santé continueront de s'élever.

Règles budgétaires

Ces dernières années, les pays ont redoublé d'efforts pour renforcer leur cadre budgétaire grâce, dans de nombreux cas, à des règles telles que les lois d'équilibre budgétaire, ce qui leur permet d'accroître leur crédibilité et d'éviter tout emballement des dépenses.

Dans l'ensemble, le FMI note l'augmentation du nombre moyen de règles budgétaires dans les pays aussi bien avancés qu'émergents. Certaines règles de «prochaine génération» s'efforcent d'offrir plus de souplesse pour réagir aux cycles économiques, tout en veillant parallèlement à ce que les écarts ne soient que temporaires et rapidement corrigés. Si elles donnent à la politique budgétaire une certaine marge de manœuvre utile, les règles plus souples sont plus complexes, soulevant de nouveaux problèmes d'application et de suivi.